



Presse

Lu pour vous

franceinfo:

Vendredi 30 juin 2023

Violences urbaines : "Ce n'est pas la police qui va régler tous les problèmes de fond que l'on a dans notre société", selon le syndicat Alternative Police CFDT

Pour Denis Jacob, la "réponse sécuritaire" aux violences urbaines depuis quatre jours est "un faux débat".

"Ce n'est pas la police qui va régler tous les problèmes de fond que l'on a aujourd'hui dans notre société", a affirmé vendredi 30 juin sur franceinfo Denis Jacob, secrétaire général Alternative Police CFDT, alors que des violences urbaines ont éclaté dans plusieurs villes de France depuis mardi et la mort à Nanterre de Nahel, 17 ans, tué par un policier lors d'un contrôle routier. "La réponse sécuritaire, c'est un faux débat", insiste Denis Jacob, voulant se démarquer "du discours qui est actuellement lancé" par d'autres organisations syndicales. Le représentant Alternative Police CFDT prend acte par ailleurs des annonces du gouvernement, "plus grand contrôle des réseaux" et "appel en direction des parents" notamment.

franceinfo : Pas d'état d'urgence décrété, des blindés déployés, des grands événements annulés. Est-ce que la réponse du gouvernement vous satisfait ?

Denis Jacob : Je pense qu'il était urgent de prévenir tout problème, toute casse, tout saccage, tout incendie. Effectivement, le président de la République a fait plusieurs annonces que moi-même je demandais ce matin par voie de communiqué de presse : plus de moyens, plus d'effectifs, plus de protection pour les fonctionnaires de police bien évidemment, un plus grand contrôle des réseaux sociaux puisque ça passe principalement par les réseaux sociaux pour les appels, pour les coordinations, pour le top départ de la casse. Et puis, une chose très importante que j'avais demandée également ce matin, c'est la question centrale de l'autorité et de la responsabilité parentale. Le président de la République a lancé un appel en direction des parents. Parce qu'on a malheureusement constaté qu'une grande partie des jeunes étaient des jeunes mineurs, des préadolescents, et que, quand on est dans un théâtre de violences urbaines, il peut malheureusement y avoir des blessés. Ce serait dramatique d'avoir des jeunes gamins qui soient blessés au moment où les forces de police vont devoir aller interpellier ceux qui sont en train de se livrer à des exactions en tous genres.

Je dénote peut-être du discours qui est actuellement lancé par le biais des organisations syndicales de la police, mais je dis très clairement : la réponse sécuritaire, oui, maintenant, parce qu'il faut arrêter que ça

brûle. Mais le problème de fond par la réponse sécuritaire, c'est un faux débat et ce n'est pas la police qui va régler tous les problèmes de fond que l'on a aujourd'hui dans notre société.

Certains syndicats parlent de "nuisibles" pour désigner les émeutiers. Ils ajoutent que "nous sommes en guerre". Est-ce que vous auriez employé ces mots ?

Il y a l'art et la manière de dire les choses. Chacun s'exprime de la façon dont il veut. Je ne suis pas là pour faire la leçon à qui que ce soit. Mais quand vous avez une autre organisation très minoritaire qui tient des propos particulièrement scandaleux et pour lequel le ministre de l'Intérieur demande la dissolution, c'est sûr que ça ne va pas aller pour apaiser les tensions dans lesquelles nous nous trouvons.

Mais ça relève aussi, malheureusement, un très grand et fort mécontentement de policiers qui sont à chaque fois les cibles quand il y a des maux dans notre société. Parce que c'est la seule visibilité de l'État, de la République qu'on a face à soi, notamment une population qui est abandonnée depuis des décennies. Et c'est vrai, il y a cette lassitude, ce mécontentement, cette fatigue. Et donc certains surfent un peu là-dessus pour répondre à mes collègues, à qui je souhaite d'ailleurs bon courage et surtout de faire bien attention à eux parce que nous enregistrons quand même quelques centaines de blessés déjà. Donc je pense qu'il ne m'appartient pas de commenter des publications de collègues et néanmoins concurrents syndicaux. Je pense que cela appartient quand même un peu plus aux autorités.

Dans l'hypothèse où ces émeutes viendraient à durer, est-ce que vous êtes suffisamment équipés ?

On a du matériel. Le problème, c'est qu'il y a le matériel qui est en stock et il y a le matériel à notre disposition. Et c'est vrai qu'on commence à arriver à court. Mais le ministre de l'Intérieur a répondu ce soir que tout le matériel nécessaire allait être livré. Et ça va donc rassurer nos collègues. Quand je parle de matériel, c'est naturellement des munitions non létales qui permettent de tenir à distance les émeutiers qui voudraient s'en prendre physiquement aux forces de sécurité. Je pense notamment aux grenades lacrymogènes. C'est vrai qu'il commence à y avoir un stock très bas. On attendait déjà depuis 24 heures un réassort. Le ministre a annoncé que tout serait fait pour que nous en soyons très rapidement dotés. Donc je ne suis pas inquiet sur la possibilité et la capacité de tenir les violences urbaines. Néanmoins, j'appelle à la plus grande prudence mes collègues.